

VEILLE SECTORIELLE

Achats Publics - Action éducative/Restauration scolaire -
Action internationale/Europe
Aménagement et développement des territoires - **Culture**
Droit public / Citoyenneté/ Institutions / Collectivités territoriales
Economie - **Environnement**
Finances publiques/Gestion locale
Fonction publique/Statut - **Formation**
Information/Communication/TIC
Outre-Mer - **Ressources humaines/Management**
Sécurité civile - **Sécurité publique** - **Sciences Humaines/Société**
Social/Santé - **Sport/Loisirs/Tourisme**
Travail/Emploi
Urbanisme/Transports/Logement

NOS NOUVELLES ACQUISITIONS

ACHATS PUBLICS

L'intensification de la concurrence dans la commande publique [dossier]

Semaine juridique (La). Administration et Collectivités Territoriales, 09/03/2026, n° 10-11

Les contributions qui suivent sont issues du colloque annuel de la Chaire de droit des contrats publics qui s'est tenu le 3 octobre dernier à la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3. L'idée [du colloque] est née du rapport de la Cour des comptes européennes du 3 décembre 2023 qui a constaté un recul de la concurrence sur la période 2011-2021 par rapport à la période 2001-2011 dans les avis de d'attribution des marchés publics publiés au niveau européen.

Au sommaire :

- L'intensification de la concurrence dans la commande publique : introduction, François Lichère
- 50 d'extension de l'obligation de mise en concurrence, Isabelle Hasquenoph
- Le droit de la commande publique, une approche pro-concurrentielle augmentée, Olivier Guézou
- La commande publique contre la concurrence : synthèse de l'atelier n°1, Sylvain Salles
- L'intensification de la concurrence par le droit, Benoît Dupuis, Jean-François Lafaix
- L'intensification de la concurrence par le droit : synthèse de l'atelier 2, Clarisse David
- Commande publique : l'intensification de la concurrence par les contrôles, Alexandra Podlinski, Pierre Levallois
- L'intensification de la concurrence par le contrôle, Anna Maria Smolinska
- Conclusion : agir sur le marché, Laurent Richer

Acheteurs publics certifiés et centrales d'achat : la voie italienne pour une commande publique au service de la souveraineté économique / GIANNONI Olivier, QUESSANDIER Abel

Actualité Juridique. Droit Administratif, 09/03/2026, n° 9/2026, p. 454-457

En juillet 2025, la commission d'enquête sénatoriale soulignait l'importance de piloter la commande publique, pointant sa dispersion et le déficit d'expertise des 130 000 acheteurs français. L'Italie pourrait constituer un modèle en utilisant, d'une part, la certification des acheteurs publics comme garantie de leur compétence technique et, d'autre part, le recours obligatoire aux centrales d'achat en tant que vecteur de mutualisation pour les acheteurs non-certifiés. Ces mesures et l'encadrement législatif nécessaire au respect du principe de libre administration des collectivités territoriales pourront éventuellement être débattus lors des travaux sur la proposition de loi visant à mettre la commande publique au service de la souveraineté économique.

ACTION ÉDUCATIVE / RESTAURATION SCOLAIRE

Animation

Qui a peur des enfants ? Quand le militantisme des jeunes dérange

Socialter, 02/2026, n° 74, p. 72-74

En matière d'engagement, la valeur n'attend pas le nombre des années. Alors pourquoi les jeunes font-ils l'objet d'un si profond rejet dès lors qu'ils formulent une parole politique ?

[Retour sommaire](#)

Prévention - L'union des forces contre le deal

Actualités sociales hebdomadaires, 03/2026, n° 3336, p. 12-16

À Villeurbanne, la jeunesse étant de plus en plus vulnérable face au narcotrafic, le quartier du Tonkin entre en résistance. Théâtre, justice, prévention et mobilisation citoyenne s'allient pour apprendre aux jeunes à dire non.

Education

Bras de fer entre l'école catholique et les collectivités

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/03/2026, n° 2807, p. 15

L'enseignement sous contrat hausse le ton face à des collectivités qu'il accuse de sous-évaluer le forfait d'externat.

Les regroupements pédagogiques intercommunaux

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/03/2026, n° 2806, p. 61

Les communes rurales peuvent s'associer pour organiser ensemble la scolarisation dans le premier degré. Fiche pratique.

L'école au bord du burn-out [Dossier]

Sciences humaines, 03/2026, n° 386, p. 36-70

<https://www.scienceshumaines.com/publications/lecole-au-bord-du-burn-out>

L'école française est entrée dans l'ère de la compétition. Intériorisée par les familles, cette pression génère un stress important chez les élèves. Quelles formes prend-il ? Avec quels effets scolaires, psychologiques, sociaux ? Et surtout, comment relâcher la pression ?

Au sommaire :

- L'école française sous tension. Laurence Serfaty
- "La sélection a été érigée en norme". Entretien avec Annabelle Allouch
- Le stress scolaire en 10 questions. Marc Olano
- "Le stress n'est pas quelque chose de grave en soi". Entretien avec Aline Vansoeterstede
- Quand les profs deviennent des cibles. Samuel Lacroix
- Et pourtant ils tiennent ! Guillemette Faure
- Individualiser, non. Personnaliser, oui ! Sylvain Connac
- Rythmes scolaires, l'impossible réforme. Laurent Frajerman
- La fin d'un cycle. François Dubet

La carence de l'Etat dans l'éducation à la sexualité - Responsabilité engagée, effets tempérés

Actualité Juridique. Droit Administratif, 09/03/2026, n° 9, p. 490-495

Le Tribunal administratif de Paris reconnaît la carence de l'Etat dans la mise en œuvre de l'éducation à la sexualité et engage, à ce titre, sa responsabilité pour faute. S'il accueille les conclusions tendant à l'indemnisation symbolique du préjudice moral subi par les associations en raison de l'atteinte causée, par la carence passée, à leurs intérêts collectifs, le juge fait, pour l'avenir, preuve de réserve. Les conclusions à fins d'injonction sont, en l'absence de persistance de la carence, rejetées.

Faut-il interdire les écrans aux jeunes ?

Alternatives économiques, 03/2026, n° 468, p. 40-43

<https://www.alternatives-economiques.fr/faut-il-interdire-les-ecrans-aux-jeunes/00117825>

Une proposition de loi sur l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 15 ans est en cours de discussion. Mais cette mesure seule risque de ne pas suffire.

[☞ Retour sommaire](#)

Restauration collective

Des chefs de cuisine partagent leurs recettes en ligne

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/03/2026, n° 2807, p. 44
<https://archives.lagazettedescommunes.com/45385891/des-chefs-de-cuisine-partagent-leurs-recettes-en-ligne>

Dans les Hauts-de-France (5,99 millions d'hab.), un site internet, pensé par et pour les professionnels de la restauration collective, aide à découvrir les produits locaux et à y recourir.

Cantines scolaires - Comment lutter contre les décibels ?

Journal des maires et des conseillers municipaux, 03/2026, n° 3, p. 26-27

Dans les restaurants scolaires, le niau sonore, trop élevé pour affecter les capacités d'apprentissage des élèves et nuire à leur santé ainsi qu'à celle des personnels. Les solutions reposent sur une approche combinant mesures techniques et démarche pédagogique.

AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Aménagement du territoire : "Entre ville et campagne la frontière est devenue floue"

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/03/2026, n° 2807, p. 22-23
Entretien avec Pierre Veltz, économiste et urbaniste, membre de l'Académie des technologies et Grand Prix de l'urbanisme 2017

Cartes.gouv.fr : la nouvelle plateforme cartographique de l'État

Maires de France, 03/2026, n° 443, p. 41

Lancé fin 2025, cet outil remplace progressivement le Géoportail avec des fonctionnalités pensées pour faciliter l'accès aux données géographiques et leur partage.

<https://cartes.gouv.fr/explorer-les-cartes/>

A Angers, le jumeau numérique en allié de l'aménageur

Traits urbains, 02/2026, n° 157, p. 42-43

Angers Loire Métropole déploie depuis 2020 sa stratégie de Territoire intelligent. Avec au cœur du dispositif, la réalisation d'un jumeau numérique. Outil d'aide à la décision pour la collectivité, ce double du territoire en 3D se positionne en allié des acteurs de l'aménagement et de la promotion immobilière.

CULTURE

Travailler avec . . . les Architectes des bâtiments de France (ABF)

Maires de France, 03/2026, n° 443, p. 43

Ces professionnels rendent des avis sur les projets situés dans les espaces protégés et conseillent les élus.

[Retour sommaire](#)

L'intermittence du spectacle : un régime nécessaire mais menacé

24/02/2026

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-point-culture/les-midis-de-culture-le-point-culture-emission-du-mardi-24-fevrier-2026-2479021>

Alors que les intermittents du spectacle sont en grève pour protester contre la proposition du Medef d'augmenter le volume d'heures nécessaires à l'activation des droits, retour avec le sociologue Serge Proust sur l'origine et les spécificités de ce régime.

Casse du siècle au musée du document administratif : les œuvres des collections d'un musée et leur reproduction ne sont pas des documents administratifs / CHONAVEL Manon, JAU Nicolas

Actualité Juridique. Droit Administratif, 03/09/2026, n° 9/2026, p. 472-479

Les œuvres appartenant aux collections d'un musée, non plus que leur reproduction, même numérique, ne constituent pas des documents administratifs au sens où l'entend l'article L. 300- 2 du code des relations entre le public et l'administration, et ne sauraient faire l'objet d'une communication, à toute personne qui les demanderait, au titre de la liberté d'accès aux documents administratifs mise en oeuvre par les dispositions de ce code.

Conseil d'Etat, 23 décembre 2025, n° 487950

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000053163173>

Les politiques culturelles aussi atypiques que populaires des parcs naturels régionaux

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/03/2026, n° 2807, p. 46-47

<https://archives.lagazettedescommunes.com/45385901/les-politiques-culturelles-aussi-atypiques-que-populaires-des-parcs-naturels-regionaux>

Depuis 1967, les 59 parcs naturels régionaux (PNR) ne se contentent pas de préserver la nature : ils sont devenus de véritables acteurs culturels dans les territoires ruraux. Loin des politiques culturelles classiques des collectivités, ils soutiennent savoir-faire ancestraux, fêtes occitanes, herboristerie et paysages classés, avec une méthode qui leur est propre. Plongée dans un modèle aussi singulier qu'inspirant.

Témoignage : PNR du Gâtinais français (Seine-et-Marne et Essonne)

Jeux, enquêtes, médiations . . . les services des archives parlent sur les jeunes

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/03/2026, n° 2806, p. 48-49

Il n'est pas évident de motiver les jeunes pour passer l'après-midi aux archives. Pourtant, des archivistes se creusent les méninges pour rendre la visite ludique. Leur but est de toucher un public différent des habitués souvent "âgés", notamment familial, qui ne perçoit pas le rôle de ce maillon territorial essentiel.

Imaginer des jeux, bidouiller avec les moyens du bord ou opter pour l'ouverture d'un poste de médiateur à part entière sont quelques solutions mises en place.

Témoignage : archives municipales de Dijon.

Comment faire mieux vivre le patrimoine culturel local

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/03/2026, n° 2806, p. 42-44

<https://www.lagazettedescommunes.com/1028880/comment-mieux-faire-vivre-le-patrimoine-culturel-local/>

La mise en valeur d'une vieille demeure ou d'une belle bâtisse associée à l'histoire d'une personnalité locale lui donne du sens. Les communes ou les quartiers à l'écart des grands circuits touristiques en tirent le plus grand profit, tant pour les visiteurs que pour les habitants. En fonction de l'histoire des lieux, les collectivités sont sollicitées par les associations ou les héritiers pour contribuer à préserver ces lieux.

[Retour sommaire](#)

Au milieu du gué : Enjeux et avenir de la documentation dans le secteur du travail social [Dossier]

Sociographe (Le), 03/2026, n° 93, p. 9-131

<https://shs.cairn.info/revue-sociographe-2026-1?lang=fr>

Au sommaire :

I- Rester debout du bon côté : la documentation sociale en quête de sens

- Cette page n'existe pas ! Fiction dystopique sur le devenir des documentalistes en travail social par Olivier Cormont, p. 15

- Mais pourquoi un Centre de ressources documentaires dans les organismes de formation en travail social ? par Catherine Godin et Hélène Confrère, p. 21

- Le centre de ressources documentaires, un espace d'émancipation ? par Mohamed Magasa, p. 27

II- Innover pour résister : pratiques et usages documentaires à l'épreuve du travail social de demain

- Développer les compétences informationnelles des apprenants par Céline Hoarau, p. 33

- Former à l'esprit critique à l'ère de l'IA : un défi partagé entre formations sanitaires et sociales par Emile Hecquet et Corinne Lafare, p. 45

- L'utilisation de la documentation par les formateurs et les apprenants à l'IRTS de Champagne-Ardenne et ses enjeux par Alexandre Paré, p. 59

III- Dialogues des cultures, dialogue des savoirs, dialogue des acteurs . . . vers un projet de société inclusive

- Faire événement pour former. Le rôle pédagogique des centres de documentation par Patricia Macias Mendez, Patricia Santerre et Sarah Ferrand, p. 75

- Quand lire devient écouter : les livres audio pour surmonter la dyslexie par Marjolaine Billaud, p. 87

- Les bibliothèques des Hautes écoles spécialisées en travail social par Anne-Laure Divoux et Thaïs Marti, p. 101

IV- La carte et la boussole : structurer le savoir, veiller et retrouver la mémoire

- Maîtrise du langage dans la formation au travail social par Laurence Serbouti, p. 115

- Doc'PREFAS. Fabrique et usages de la veille collaborative pour valoriser la recherche en travail social, par Audrey Réant, Florence Sajot, Hélène Mahieus, Isabelle Lenglet et Olivier Cormont, p. 121

Les archives reléguées. Une mémoire enfouie et une ressource documentaire sous-exploitée par Mehenni Akbal, p. 131

Le statut juridique des liens hypertextes

Archimag, 03/2026, n° 392, p. 40-41

La pratique de la pose d'hyperliens vers des ressources en ligne sur internet, renvoyant les utilisateurs directement à une source, est courante. Mais beaucoup se posent encore la question de savoir, si, au regard du droit d'auteur, elle est licite.

Choisir son prestataire de numérisation patrimoniale

Archimag, 03/2026, n° 392, p. 32-37

Tableau comparatif de prestataires de numérisation patrimoniale

[Retour sommaire](#)

Les politiques publiques du livre en France : histoire et enjeux

18/02/2026

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-book-club/les-politiques-publiques-du-livre-en-france-histoire-et-enjeux-6398884>

Alors que l'adoption du projet de loi de finances a suscité des inquiétudes de la part de nombreux professionnels du secteur, nous interrogeons le rôle des politiques publiques de soutien au livre et leur longue histoire en compagnie de l'économiste Louis Wiart et de l'historien Laurent Martin.

Le livre, une politique municipale comme les autres ? [Dossier]

Livres hebdo, 03/2026, n° 62, p. 28-41

Si les compétences des communes sur le livre peuvent sembler se limiter aux bibliothèques, leur soutien à la filière peut en réalité aller bien au-delà, se révélant décisif tant pour les librairies que pour les manifestations ou les auteurs. Plus encore, livre et lecture pourraient constituer une "politique pivot" afin de répondre aux problématiques sociétales. Encore faut-il, pour cela, tisser un dialogue avec des élus parfois déconnectés des enjeux, et des potentialités, du secteur.

Au sommaire :

- Guy Saez, directeur de recherche honoraire au CNRS "Sans sursaut, les villes seront obligées de faire des choix"
- Un éventail d'initiatives
- Ce que veulent les pros

DROIT PUBLIC / CITOYENNETE / INSTITUTIONS / COLLECTIVITES TERRITORIALES

A Marseille, le mandat des mères

Libération, 17/03/2026

A la Castellane, un collectif de mamans se mobilise pour servir d'intermédiaire avec les institutions de quartiers. Une activité bénévole au centre des travaux d'Alice Daquin, lauréate 2025 du Prix de Thèse sur la ville.

Gouvernance - Une charte IA, à quoi bon ? / GOUTAL Yvon, SIMON Théo

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/03/2026, n° 2807, p. 54-56

<https://archives.lagazettedescommunes.com/45385988/une-charte-ia-a-quoi-bon-r>

La charte IA permet de fixer la doctrine numérique du prochain mandat. Peu importe les options retenues, elles sont préférables au silence qui laisse agents et usagers dans l'incertitude.

Le plus souvent, la bonne option ne sera pas de décréter une interdiction radicale, mais plutôt d'orienter - avec plus ou moins de fermeté - les agents vers des pratiques choisies par l'équipe municipale.

Adopter une charte ne suffit pas. Encore faut-il qu'elle soit connue et vivante, accompagnée d'un dispositif de gouvernance pérenne et d'un plan d'action clair.

[Retour sommaire](#)

Le non-numérique, garant de l'égalité d'accès aux droits

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/03/2026, n° 2807, p. 43
<https://archives.lagazettedescommunes.com/45385887/le-non-numerique-garant-de-l-egalite-d-acces-aux-droits>

La ville de Villeurbanne (métropole de Lyon, 163 690 hab.) propose une solution à la dématérialisation pour effectuer les démarches administratives.

L'Etat au service des libertés [Dossier] / MOUTOUH Hugues, MINET Charles-Edouard, PLOQUIN Vincent

Actualité Juridique. Droit Administratif, 16/03/2026, n° 10/202, p. 507-531

Il est aujourd'hui courant de considérer que l'Etat limite voire menace les libertés. On peut cependant renverser la perspective et montrer qu'il en est bien au contraire le garant efficace et résolu. Le préfet est ainsi le premier défenseur, au niveau déconcentré, de la conception républicaine de la liberté. La direction des libertés publiques et des affaires juridiques assure, au niveau central, une mission contentieuse également essentielle poursuivant la même finalité. L'exemple du droit des cultes, cent- vingt ans après la loi fondatrice du 9 décembre 1905, confirme l'orientation résolument libérale du droit français.

Au sommaire :

- Le préfet, adversaire des libertés ou garant du cadre républicain : deux conceptions de la liberté en droit administratif français contemporain
- Le ministre de l'Intérieur dans le prétoire
- Droit des cultes : "aggiornamento" ou révolution ?

Pour éviter l'autoritarisme, démocratisons la démocratie

TheConversation.com, 13/03/2026

<https://theconversation.com/pour-eviter-lautoritarisme-democratisons-la-democratie-270004>

Face au risque de voir le régime démocratique basculer vers l'autoritarisme en raison de la désaffection de ses citoyens, il est urgent de regagner leur confiance en leur donnant un plus grand rôle dans la conduite des affaires publiques, et en leur proposant une véritable éducation démocratique.

"Les cent premiers jours du mandat permettent l'installation des questions d'éthique sur la durée"

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/03/2026, n° 2806, p. 60

<https://www.lagazettedescommunes.com/1023538/>

Farah Zaoui, consultante spécialiste des questions de probité, vient de sortir « Réussir les 100 premiers jours d'un mandat local éthique », une feuille de route opérationnelle pour aider élus et agents.

Le renouvellement des commissions internes des communes et des EPCI

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/03/2026, n° 2806, p. 58-59

<https://www.lagazettedescommunes.com/1028045/les-regles-du-renouvellement-des-commissions-internes-des-communes-et-des-epci/>

Dans le cadre de l'installation des nouvelles équipes, l'organe délibérant pourra, voire devra, créer des commissions internes et renouveler leurs membres.

Ces commissions, dont le règlement intérieur peut utilement définir et préciser les conditions de fonctionnement, peuvent avoir un caractère permanent ou une durée limitée.

La composition et le mode de désignation de ces commissions (représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, au plus fort reste ...) varie selon les commissions concernées.

[Retour sommaire](#)

"Les barons locaux affamés de mandats ont disparu"

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/03/2026, n° 2806, p. 24-25
<https://www.lagazettedescommunes.com/1026712/yves-%25C2%25ADjeuland-les-barons-locaux-affames-de-mandats-ont-disparu/>

Entretien avec Yves Jeuland, réalisateur de documentaires sur les mandatures locales.

Le(s) juge(s), le préfet et l' élu / CHONAVEL Manon, JAU Nicolas

Actualité Juridique. Droit Administratif, 09/03/2026, n° 9/2026, p. 466-472

Si le Conseil d'Etat connaît de longue date des conséquences en matière électorale des peines d'inéligibilité prononcées par les juridictions répressives, le renouvellement du cadre légal explique certainement l'augmentation récente du contentieux. Les décisions rendues ces dix-huit derniers mois par le Conseil d'Etat ont permis, dans un dialogue avec le Conseil constitutionnel, de préciser les conséquences à tirer de la condamnation par le juge pénal d'un élu à une peine d'inéligibilité assortie de l'exécution provisoire, en admettant de distinguer selon les mandats électifs.

Les états d'âme des DGS à la veille du scrutin

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/03/2026, n° 2806, p. 8-9
<https://www.lagazettedescommunes.com/1026597/elections-municipales-2026-les-etats-dame-des-dgs-a-la-veille-du-scrutin/>

Partir ou rester ? Des Hauts de France à la Nouvelle Aquitaine en passant par la Normandie, « La Gazette » est allée prendre le pouls de directeurs généraux des services (DGS) de collectivités territoriales, quelques jours avant le scrutin des 15 et 22 mars. Certains semblent stoïques face à l'incertitude électorale, d'autres craignent de devoir changer d'employeur.

Les obligations de l' élu(e) en début de mandat

Maires de France, 03/2026, n° 443, p. 53

Être élu(e) ou réélu(e) implique de remplir certains obligations et formalités.

Passer le relais à la nouvelle équipe municipale

Maires de France, 03/2026, n° 443, p. 50-51

Comment assurer une transition réussie qui préserve la continuité du service public et permet à la nouvelle majorité de s'installer sereinement ? Plusieurs élus témoignent à quelques jours de passer la main.

Les moyens des élus locaux pour l'exercice du mandat

Maires de France, 03/2026, n° 443, p. 46-47

Frais de représentation, remboursements, moyens matériels, Maires de France rappelle les principales dispositions.

Contester une élection municipale : règles et procédures

Maires de France, 03/2026, n° 443, p. 40

Un recours contre le résultat du scrutin municipal (appelé "protestation") doit, pour être recevable, respecter plusieurs conditions.

Les premières décisions du mandat 2026-2032 / BRIVET XAVIER, GEORGES MARIE-CECILE, MWENDO JUDITH

Maires de France, 03/2026, n° 443, p. 26-31

Confier les délégations, délibérer sur les indemnités, voter le budget . . . , Maires de France synthétise les principales décisions et chantiers à engager par les exécutifs municipaux et communautaires dans la foulée des élections.

[Retour sommaire](#)

Simplification des normes : parution du premier "méga-décret"

Maires de France, 03/2026, n° 443, p. 13

Annoncée lors du dernier Congrès des maires, cette première salve de simplifications doit faciliter la gestion des collectivités.

La décentralisation en France - Des principes inapplicables, des pratiques inattendues

Futuribles, 03/2026, n° 471, p. 5-20

<https://shs.cairn.info/revue-futuribles-2026-2-page-5?lang=fr&tab=resume>

Ce numéro paraît en pleine campagne des élections municipales françaises, au terme de laquelle les citoyens français de près de 35 000 communes vont choisir leur maire. Plus petit échelon administratif du pays, la commune fait partie de ce que certains observateurs appellent « le millefeuille territorial », désignant ainsi la multiplication des niveaux de décision publique qui tend à compliquer le parcours des administrés dans leurs démarches courantes. Car depuis les débuts de la décentralisation dans les années 1980, le sujet de la répartition des compétences entre l'État et les collectivités territoriales (voire le découpage géographique de ces collectivités) revient régulièrement à l'agenda, fait l'objet de lois, réformes, etc., mais ne fait manifestement pas encore consensus.

Quand les maires changent la ville [Dossier]

Alternatives économiques, 03/2026, n° 468, p. 24-38

<https://www.alternatives-economiques.fr/quand-les-maires-changent-la-ville/00117832>

Financements incertaines, intercommunalités qui s'affirment, règles nationales impopulaires qu'il faut assumer, attentes élevées de la population mas pouvoirs limités . . . beaucoup de maires font grise mine. Mais tous savent aussi qu'en dépit de ces vents contraires, des marges de manoeuvre existent. Et nombreux sont ceux qui les ont mises à profit pour transformer le territoire qui les a élus.

Au sommaire également :

- quel bilan pour les écolos dans les métropoles régionales ?
- un Paris plus vert et plus cher
- foisonnement d'initiatives dans les campagnes
- du mieux dans les villes moyennes, mais . . .
- "l'échelon local est, lui aussi, touché par la crise démocratique", entretien avec Manon Loisel

Le droit à l'information à l'épreuve du numérique : entre construction doctrinale et exigence démocratique / POIRIER Camille

Revue française de droit administratif, 01/2026, n° 1, 113-124

Le droit à l'information du public est une construction doctrinale qui s'appuie sur une jurisprudence constitutionnelle et européenne plaçant les récepteurs de l'information au centre de la liberté de de communication. Si cette construction permet d'envisager de façon cohérente le droit de la communication audiovisuelle, elle demeure toutefois limité, d'une part, par une approche formelle ne tenant pas compte des nouvelles exigences de l'information, et, d'autre part, par l'absence d'une réelle consécration juridique en droit interne. Un tel constat est préoccupant au regard des nouvelles menaces qui pèsent aujourd'hui sur la diversité et la qualité de l'information. Dès lors, il apparaît primordial de consolider l'avenir du droit à l'information, notamment en modernisant le cadre juridique applicable aux services de communication audiovisuelle et numérique.

[Retour sommaire](#)

Les vœux des assemblées locales délibérantes / KREBS ELOI

Revue française de droit administratif, 01/2026, n° 1, p. 91-101

<https://dalozknd-pvgpsla5.dalloz-revues.fr/fr/pvPageH5B.asp?puc=004915&nu=202601&pa=1#94>

L'adoption de vœux est l'occasion pour une assemblée délibérante d'exprimer sa position sur une question qui, ne relevant pas de ses attributions, est susceptible de relever d'un intérêt public local. Manifestations d'un espace de liberté politique reconnu au profit des collectivités du fait de leur soustraction au principe de neutralité, les vœux traduisent toutefois une conception centralisatrice des apports entre l'Etat et les collectivités, tant sur l'exigence d'un objet d'intérêt public local que par le maintien du recours du préfet à leur encontre.

ENVIRONNEMENT

Les politiques culturelles aussi atypiques que populaires des parcs naturels régionaux

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/03/2026, n° 2807, p. 46-47

<https://archives.lagazettedescommunes.com/45385901/les-politiques-culturelles-aussi-atypiques-que-populaires-des-parcs-naturels-regionaux>

Depuis 1967, les 59 parcs naturels régionaux (PNR) ne se contentent pas de préserver la nature : ils sont devenus de véritables acteurs culturels dans les territoires ruraux. Loin des politiques culturelles classiques des collectivités, ils soutiennent savoir-faire ancestraux, fêtes occitanes, herboristerie et paysages classés, avec une méthode qui leur est propre. Plongée dans un modèle aussi singulier qu'inspirant.

Témoignage : PNR du Gâtinais français (Seine-et-Marne et Essonne)

Lutter contre les atteintes à l'environnement

Maires de France, 03/2026, n° 443, p. 32-33

Les maires tentent de lutter contre les dépôts sauvages avec, notamment, le concours de la gendarmerie nationale.

Pour une économie du climat et de la biodiversité - Interview de Christian de Perthuis,

Futuribles, 03/2026, n° 471, p. 21-36

<https://shs.cairn.info/revue-futuribles-2026-2-page-21?lang=fr&tab=texte-integral>

Trois ans après sa première parution, le livre de Christian de Perthuis Carbone fossile, carbone vivant sera publié en format « poche », dans une édition revue. Dans cet ouvrage, l'économiste pointait le changement de paradigme induit par le changement climatique : « Dans l'approche économique traditionnelle fondée sur la croissance, la nature est pensée comme un stock dans lequel on puise des matières premières. La crise climatique nous contraint à changer de paradigme : elle ne provient pas de la rareté des matières premières mais de leur trop grande abondance. Trop de charbon, trop de pétrole, trop de gaz d'origine fossile conduisent à l'accumulation de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. »

[Retour sommaire](#)

Santé, environnement, inégalités - Qui paie le prix des pollutions ? [Dossier]

Socialter, 02/2026, n° 74, p. 16-51

[https://www.socialter.fr/produit/numero-](https://www.socialter.fr/produit/numero-74?utm_source=Socialter+MASTER&utm_campaign=0330615d9b-)

[74?utm_source=Socialter+MASTER&utm_campaign=0330615d9b-](https://www.socialter.fr/produit/numero-74?utm_source=Socialter+MASTER&utm_campaign=0330615d9b-)

[ANNONCE N74 NONABOS&utm_medium=email&utm_term=0_-391cbe5fde-72095895](https://www.socialter.fr/produit/numero-74?utm_source=Socialter+MASTER&utm_campaign=0330615d9b-)

Acétamipride, PFAS, chlordécone, hexane... Ces substances toxiques aux noms barbares s'immiscent dans les corps, l'air, l'eau et les sols, enfouies au propre comme au figuré par les pollueurs et les responsables politiques. Les scientifiques dénoncent pourtant de longue date leurs effets funestes et leur déploiement profondément inégal sur les territoires : les populations ouvrières, agricoles, précaires et racisées sont les plus concernées, souvent mal informées, plus vulnérables.

Dans ce numéro, Socialter met en lumière les malades, soignants, syndicats de paysans et collectifs citoyens qui organisent de nouvelles formes d'alliances et de mobilisations, au croisement des luttes sociales et environnementales, dans l'espoir de réparer les corps et les territoires abîmés, et de faire payer les industries toxiques.

FINANCES PUBLIQUES / GESTION LOCALE

Pour boucler leurs comptes, les régions font dans la dentelle

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/03/2026, n° 2807, p. 13

Les régions sont persuadées qu'elles entrent désormais dans une phase d'érosion de leur capacité financière.

Immigration : un poids ou un atout pour les finances des communes ?

TheConversation.com, 10/03/2026

<https://theconversation.com/immigration-un-poids-ou-un-atout-pour-les-finances-des-communes-275278>

À l'occasion de la campagne des élections municipales, une question revient dans le débat public : quel est l'effet de l'immigration sur les finances publiques locales ? Explication en données et en graphiques à partir d'une étude menée de 2007 à 2017 (avant la suppression de la taxe d'habitation).

Budget : les principales dispositions pour les collectivités

Maires de France, 03/2026, n° 443, p. 12

La loi de finances pour 2026 gèle la dotation globale de fonctionnement (DGF). Les communes sont exonérées du Dilico.

Facturation électronique : la souveraineté à l'épreuve d'un marché mouvant

Archimag, 03/2026, n° 392, p. 16

La réforme de la facturation électronique préfigure un marché de plusieurs milliards de factures à traiter par an. Une centaine de plateformes agréées par l'Etat sont disponibles. Mais dans un marché en pleine mutation, la souveraineté est-elle assez mise en avant ?

[Retour sommaire](#)

Fiscalité locale : quels enjeux derrière les réformes ?

Intercommunalités, 02/2026, n° 311, p. 11-17

<https://www.intercommunalites.fr/publications/fiscalite-locale-quels-enjeux-derriere-les-reformes/>

Le mandat municipale et intercommunal qui s'achève aura été marqué par de nouvelles réformes d'ampleur de la fiscalité locale. Quelles en ont été les conséquences sur les finances des collectivités du bloc local ? Et quel avenir dessinent-elles pour le mandat qui s'ouvrira après les élections de mars 2026 ?

FONCTION PUBLIQUE / STATUT

Décharge de fonctions et période de "protection" des DGS

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/03/2026, n° 2807, p. 58-59

<https://www.lagazettedescommunes.com/1029235/>

Le cadre d'emploi des attachés territoriaux [10 questions]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/03/2026, n° 2807, p. 30-13

<https://archives.lagazettedescommunes.com/45385847/le-cadre-d-emplois-des-attaches-territoriaux>

L'accès au cadre d'emplois d'attaché territorial intervient soit par concours (externe, interne ou 3e concours), soit par le biais de la promotion interne.

Cinq spécialités sont ouvertes aux concours : administration générale, gestion du secteur sanitaire et social, analyste, animation et urbanisme et développements des territoires.

Le seuil de 2 000 habitants, jusque-là nécessaire pour créer un emploi sur le grade d'avancement d'attaché principal, a été supprimé par un décret du 19 novembre 2025. Présentation en dix questions du cadre d'emploi des attachés territoriaux : structure, missions, accès, rémunération.

La saisine du conseil de discipline, première phase de la procédure disciplinaire, au prisme du principe d'impartialité / LORDONNE Bénédicte

Actualité Juridique. Droit Administratif, 16/03/2026, n° 10/2026, p. 544-546

La saisine du conseil de discipline, en tant que première phase décisive de la procédure disciplinaire, ne peut être régulièrement accomplie par une autorité dépourvue d'impartialité objective.

Cour administrative d'appel de Lyon, 4 février 2026, n° 24LY02106

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000053458420>

Jusqu'à où s'étend le pouvoir d'obéissance hiérarchique ?

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/03/2026, n° 2806, p. 55

<https://www.lagazettedescommunes.com/1024449/ce-que-peut-faire-ou-pas-un-chef-de-service-ou-sarrete-le-pouvoir-dobeissance-hierarchique/>

Sauf ordre manifestement illégal, l'agent public doit obéir à son supérieur qui peut (presque) tout lui demander. Mais attention aux demandes qui flirtent avec la limite du raisonnable ! Le juge indique, au gré des affaires qui lui sont soumises, ce que ce supérieur hiérarchique peut ou pas exiger. Voici un quatrième volet de ce que les agents sont en principe en droit d'attendre de leur chef de service.

[Retour sommaire](#)

L'agent territorial lanceur d'alerte en 10 questions

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/03/2026, n° 2806, p. 32-33
"Bonne foi" et "absence de contrepartie financière" sont les deux éléments caractéristiques de la notion de lanceur d'alerte. Sont soumises à cette obligation les personnes morales de droit public employant au moins 50 agents, à l'exception des communes et EPCI de moins de 10 000 habitants.

Les procédures de réception des signalements doivent instaurer un canal écrit ou oral. L'auteur du signalement doit être informé par écrit de la réception de son signalement.

Changer le directeur général de la collectivité

Maires de France, 03/2026, n° 443, p. 38-39

Un maire ou un président d'intercommunalité peut demander à un directeur général de quitter son poste. Le dispositif de décharge de fonctions apporte une grande souplesse de gestion.

Relations usagers - Des tensions de plus en plus fortes qui fragilisent les agents du service public - Etude

02/2026, 28 p.

<https://media.licdn.com/dms/document/media/v2/D4D1FAQELGjgfftqJhw/feedshare-document-pdf-analyzed/B4DZziwBuyIAAY-/0/1773330768668?>

Pour les agents des différentes branches de la fonction publique (États, hôpitaux, collectivités), la seule satisfaction d'œuvrer pour l'intérêt général ne suffit pas à rendre le quotidien professionnel simple et gratifiant.

Du fait d'un certain nombre d'évolutions de la société et dans l'action publique elle-même, les relations avec les usagers peuvent s'avérer de plus en plus tendues, et parfois même violentes.

Entre aggravation de certaines inégalités et fragilisation des liens sociaux, les agents publics font face à un mécontentement nourri notamment par l'individualisation des dispositifs, la réduction des moyens, la dématérialisation et la complexification croissante des démarches.

Les effets de l'adaptation à ce contexte, qui leur impose une pression psychologique importante, restent souvent invisibilisés par leurs savoir-faire et leurs propres exigences en matière de relation aux usagers.

Pourtant, les conséquences sont là, entre désaffections pour les carrières du secteur public, tensions managériales grandissantes et frustrations communes de chaque côté du guichet.

Dans cette note, retour sur les origines de ce phénomène, état des lieux synthétique de la situation actuelle et analyse de ses conséquences.

FORMATION

La nuit des loups-garous transforme les alternants en entrepreneurs

Quotidien de la formation (Le), 13/03/2026

<https://www.centre-inffo.fr/site-centre-inffo/actualites-centre-inffo/le-quotidien-de-la-formation-actualite-formation-professionnelle-apprentissage/actualites-2026/la-nuit-des-loups-garous-transforme-les-alternants-en-entrepreneurs>

La Fondation innovation pour les apprentissages (Fipa) a tenu, le 10 mars 2026, la 5^e édition de la « Nuit des loups-garous », un « hackathon entrepreneurial » visant à développer l'esprit de création d'entreprise chez les alternants.

[☞ Retour sommaire](#)

Budget des PRIC : « Ce n'est pas une réduction mais un effondrement » (François Bonneau, Régions de France)

Quotidien de la formation (Le), 12/03/2026

<https://www.centre-inffo.fr/site-centre-inffo/actualites-centre-inffo/le-quotidien-de-la-formation-actualite-formation-professionnelle-apprentissage/articles-2025/budget-des-pric-ce-nest-pas-une-reduction-mais-un-effondrement-francois-bonneau-regions-de-france>

Les Pactes régionaux d'investissement dans les compétences (PRIC) auront à subir une forte baisse des financements de l'Etat en 2026. Si le ministère du Travail défend un budget de compromis imposé par les contraintes de redressement des comptes publics, les Régions regrettent une décision aux conséquences néfastes prise sans concertation.

Droit d'auteur, parasitisme, concurrence déloyale : quelles armes pour le formateur ?

Quotidien de la formation (Le), 05/03/2026

<https://www.centre-inffo.fr/site-droit-formation/actualites-droit/droit-dauteur-parasitisme-concurrence-deloyale-queelles-armes-pour-le-formateur>

La protection des supports pédagogiques au titre du droit d'auteur est un enjeu juridique central dans la relation entre le formateur et l'organisme de formation.

La question des droits d'auteur irrigue, de manière souvent sous-estimée, la relation entre le formateur et l'organisme de formation.

La création de supports, de kit ou de méthodes pédagogiques est-elle automatiquement protégée ?

La réponse à cette question n'est pas sans conséquence. . .

Mixité des métiers : les biais de genre à l'œuvre dès l'orientation

Quotidien de la formation (Le), 05/03/2026

<https://www.centre-inffo.fr/site-centre-inffo/actualites-centre-inffo/le-quotidien-de-la-formation-actualite-formation-professionnelle-apprentissage/actualites-2026/mixite-des-metiers-les-biais-de-genre-a-loeuvre-des-lorientation>

Quatre salariés sur cinq exercent une profession genrée. Ce déséquilibre apparaît bien en amont des recrutements, en phase d'orientation et de formation. C'est le constat rappelé le 3 mars 2026 lors de la table ronde qui s'est tenue au ministère du Travail, en amont de la remise des trophées de la mixité des métiers de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (Afp).

Baromètre Synofdes : 56 % des organismes de formation contraints de réduire leur activité, 9 % au bord du dépôt de bilan

Quotidien de la formation (Le), 04/03/2026

<https://www.centre-inffo.fr/site-centre-inffo/actualites-centre-inffo/le-quotidien-de-la-formation-actualite-formation-professionnelle-apprentissage/actualites-2026/barometre-synofdes-56-des-organismes-de-formation-contraints-de-reduire-leur-activite-9-au-bord-du-depot-de-bilan>

Publié récemment, le baromètre 2025-2026 du Synofdes met en lumière une dégradation rapide et profonde de la situation économique des organismes de formation. Réductions d'activité, suppressions d'emplois et menaces sur la continuité des structures se multiplient, sous l'effet conjugué des restrictions budgétaires et d'un cadre réglementaire de plus en plus contraignant.

<https://synofdes.org/wp-content/uploads/2026/02/20260219-Barometre-20252026.pdf>

[Retour sommaire](#)

« Bénéfice proche de zéro » : la fatigue des discours creux pour les salariés formés au management

Lemonde.fr, 06/03/2026

https://www.lemonde.fr/campus/article/2026/03/06/benefice-proche-de-zero-la-fatigue-des-discours-creux-pour-les-salaries-formes-au-management_6669713_4401467.html

Chaque année, des milliers de cadres sont formés au leadership et au management par leur entreprise. Mais, pour certains, le compte n'y est pas : ces quelques jours ne suffisent pas à traiter les problèmes rencontrés au quotidien.

Dé)formations - Réinterroger les formations pour les élus afin de les aider à renouveler leurs pratiques

La27eregion.fr, 11/03/2026

<https://www.la27eregion.fr/deformations/>

La page présente un programme intitulé « (Dé)formations », centré sur la refonte des formations destinées aux élus. Le point de départ posé est que l'offre existante répond correctement aux besoins de décryptage juridique, fiscal et technique, mais beaucoup moins à la transformation actuelle du rôle d' élu local dans un contexte de défiance citoyenne et d'accélération des transitions écologiques, économiques, sociales et démocratiques. La réflexion posée vise donc moins à compléter l'offre classique qu'à interroger ses finalités, ses formats et ses contenus.

Le dispositif est présenté comme un programme expérimental de 24 mois, conduit par L'Institut Paris Région et La 27e Région, avec l'appui de Partie Prenante et d'un designer associé. Il cible en priorité les élus et décideurs publics de territoires éloignés des grands centres urbains ou participant peu aux formations classiques.

La page insiste aussi sur une logique de développement de capacités et d'apprentissage entre pairs, à la fois entre élus, partenaires et collaborateurs, ce qui donne au programme une dimension collective et pluridisciplinaire.

INFORMATION / COMMUNICATION / TIC

Souveraineté numérique : qui sont nos champions français ? [Dossier]

Archimag, 03/2026, n° 392, p. 10-23

Sommaire

- La gestion de contenu en mode souverain
- Confiance numérique souveraine : un écosystème mature et dynamique
- Facturation électronique : la souveraineté à l'épreuve d'un marché mouvant
- Plateformes collaboratives et messageries « made in France »
- L'archivage électronique souverain : un impératif stratégique
- Veille : en première ligne de la bataille pour la souveraineté numérique
- Start-up françaises : un levier tactique pour l'innovation et la souveraineté

Archivage électronique : comment convaincre sa hiérarchie et les décideurs ?

Archimag, 03/2026, n° 392, p. 38-39

<https://www.archimag.com/archives-patrimoine/2026/03/11/archivage-electronique-comment-convaincre-hierarchie-decideurs>

S'il était déjà difficile de convaincre sa hiérarchie et les décideurs de la nécessité d'organiser un archivage correct des documents papier, demander la mise en place d'un système d'archivage électronique (SAE) se heurte très souvent à leur incompréhension face à son intérêt. Beaucoup d'entre eux peinent à se préoccuper du sort des documents qui ne sont plus quotidiennement mal organisé.

[↩ Retour sommaire](#)

Gouvernance - Une charte IA, à quoi bon ? / GOUTAL Yvon, SIMON Théo

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/03/2026, n° 2807, p. 54-56

<https://archives.lagazettedescommunes.com/45385988/une-charte-ia-a-quoi-bon-r>

La charte IA permet de fixer la doctrine numérique du prochain mandat. Peu importe les options retenues, elles sont préférables au silence qui laisse agents et usagers dans l'incertitude. Le plus souvent, la bonne option ne sera pas de décréter une interdiction radicale, mais plutôt d'orienter - avec plus ou moins de fermeté - les agents vers des pratiques choisies par l'équipe municipale. Adopter une charte ne suffit pas. Encore faut-il qu'elle soit connue et vivante, accompagnée d'un dispositif de gouvernance pérenne et d'un plan d'action clair.

Le droit à l'information à l'épreuve du numérique : entre construction doctrinale et exigence démocratique / POIRIER Camille

Revue française de droit administratif, 01/2026, n° 1, 113-124

Le droit à l'information du public est une construction doctrinale qui s'appuie sur une jurisprudence constitutionnelle et européenne plaçant les récepteurs de l'information au centre de la liberté de communication. Si cette construction permet d'envisager de façon cohérente le droit de la communication audiovisuelle, elle demeure toutefois limitée, d'une part, par une approche formelle ne tenant pas compte des nouvelles exigences de l'information, et, d'autre part, par l'absence d'une réelle consécration juridique en droit interne. Un tel constat est préoccupant au regard des nouvelles menaces qui pèsent aujourd'hui sur la diversité et la qualité de l'information. Dès lors, il apparaît primordial de consolider l'avenir du droit à l'information, notamment en modernisant le cadre juridique applicable aux services de communication audiovisuelle et numérique.

OUTRE-MER

Report des élections provinciales de Nouvelle- Calédonie : last but not least ? / RAMBAUD Romain

Actualité Juridique. Droit Administratif, 03/09/2026, n° 9/2026, p. 480-486

Saisi de la proposition de loi organique visant à reporter les élections provinciales de Nouvelle- Calédonie, le Conseil constitutionnel a accepté un nouveau report des élections provinciales. Cette solution prévisible n'en est pas moins inédite dans la mesure où il s'agissait d'un troisième report pour une durée de prolongation des mandats de vingt- cinq mois au total, et où le juge constitutionnel a accompagné sa décision d'un obiter dictum, considérant que la « durée totale de ce report [...] ne saurait être étendue au- delà ». Une tentative de placer un repère stable et bienvenu, qui pourrait cependant être remise en cause en cas de révision constitutionnelle.

Conseil constitutionnel, n° 2025-897 DC

<https://www.legifrance.gouv.fr/cons/id/CONSTEXT000052555282>

Vie chère, dérèglement climatique . . . : "Les outre-mer en première ligne"

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/03/2026, n° 2807, p. 11

<https://www.lagazettedescommunes.com/1028133/>

A la tête de la Fédération des entreprises d'outre-mer (Fedom) depuis 2021, l'ex-ministre Hervé Mariton revient sur les contraintes économiques particulières auxquelles sont confrontés les territoires ultramarins.

[Retour sommaire](#)

Émeutes en Nouvelle- Calédonie : État prévenu, État responsable / VANDUYNSLAEGER Clémence

Actualité Juridique. Droit Administratif, 16/03/2026, n° 10/2026, p. 547-551

Par un jugement rendu à la suite des émeutes de mai 2024, le tribunal administratif de Nouvelle- Calédonie juge que l'Etat a engagé sa responsabilité pour faute en ne déployant pas en temps utile des moyens suffisants, alors qu'il ne pouvait ignorer le risque pour l'ordre public. L'imprévisibilité exclue, la force majeure ne peut être invoquée pour s'exonérer d'une carence fautive d'anticipation.

Tribunal administratif de Nouvelle- Calédonie, 11 décembre 2025, Société Allianz IARD, n° 2500101

<https://opendata.justice-administrative.fr/recherche/TA104>

La place particulière des communes de Polynésie française au sein de la collectivité d'outre- mer / VERPEAUX Michel

Actualité Juridique. Droit Administratif, 16/03/2026, n° 10/2026, p. 532-536

La loi organique tendant à modifier le II de l'article 43 de la loi organique n° 2004- 192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française consacre une place particulière pour les communes de Polynésie au sein de la collectivité, quant à l'exercice de leurs compétences. La loi organique du 7 janvier 2026 assouplit les conditions dans lesquelles les communes polynésiennes et leurs établissements publics de coopération intercommunale peuvent intervenir dans certaines matières.

Conseil constitutionnel, 30 décembre 2025, n° 2025- 898 DC

<https://www.conseil-constitutionnel.fr/decision/2025/2025898DC.htm>

En Guyane, la bataille contre les infractions à la probité

Monde (Le), 11/03/2026

Les territoires ultramarins se placent au 2^{ème} rang des régions les plus exposées aux malversations liées à l'argent public.

Municipales : à Miquelon, premier village français voué à être déplacé face à la montée des eaux, le consensus citoyen fait taire les batailles politiques

Monde (Le), 06/03/2026, p. 14

https://www.lemonde.fr/politique/article/2026/03/03/municipales-a-miquelon-premier-village-francais-voue-a-etre-deplace-face-a-la-montee-des-eaux-le-consensus-citoyen-fait-taire-les-batailles-politiques_6669397_823448.html

Dans une cinquantaine d'années, si tout se passe comme prévu, un nouveau village sortira de terre, un peu plus dans le sud de l'île. Les candidats au déménagement sont d'ores et déjà plus nombreux que les nouveaux terrains viabilisés.

Nouvelle-Calédonie : l'accord de Bougival à l'épreuve des municipales

TheConversation.com, 05/03/2026

<https://theconversation.com/nouvelle-caledonie-laccord-de-bougival-a-lepreuve-des-municipales-276689>

En Nouvelle-Calédonie, les élections municipales ne sont jamais tout à fait locales. Celles prévues les 15 et 22 mars 2026 ne feront pas exception. Depuis la signature de l'accord de Bougival en juillet 2025, complétée par celle d'Élysée-Oudinot en janvier 2026, la question de l'avenir institutionnel de l'archipel domine le débat politique, reléguant au second plan les enjeux strictement communaux.

[Retour sommaire](#)

Autonomie alimentaire : le paradoxe des Antilles

Revue dessinée (La), 03/2026, n° 51, p. 182-205

Fin 2024, des milliers de Martiniquais déferlaient dans les rues pour protester contre la flambée du coût de la vie. Un dossier brûlant aux Antilles : en 2009, une mobilisation historique avait déjà secoué la Guadeloupe. Malgré des mesures d'urgence, la promesse d'un projet de loi et la perspective maintes fois affichée d'atteindre l'autonomie alimentaire, les réformes se font toujours attendre. Remettre l'agriculture au service des populations locales, et non de l'Hexagone, permettrait de prendre enfin le problème à la racine.

RESSOURCES HUMAINES / MANAGEMENT

Ressources humaines

Fonction publique : nouveautés concernant les congés de solidarité familiale et d'adoption

Média social (Le), 16/03/2026

<https://www.lemediasocial.fr/fonction-publique-nouveautes-concernant-les-conges-de-solidarite-familiale-et-d-adoption> FRaUnc

Les agents de la fonction publique (hospitalière, territoriale et d'État) peuvent bénéficier, sous certaines conditions, d'un congé de solidarité familiale, qui leur permet d'être auprès de leur proche (parent, enfant. . .) souffrant d'une pathologie mettant en jeu le pronostic vital ou en phase avancée ou terminale d'une affection grave et incurable, pendant une durée de trois mois renouvelable.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053524225>

Pression, burn-out . . . qui pour prendre soin des DRH ?

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/03/2026, n° 2807, p. 24-26

<https://www.lagazettedescommunes.com/1028188/conditions-de-travail-entre-pression-et-burn-out-les-drh-ont-aussi-besoin-detre-accompagnes/>

Tirillés entre l'impératif de délivrer un meilleur service public avec moins de moyens, remplir les obligations administratives et répondre à une exigence croissante ainsi qu'à la souffrance des agents, les DRH sont sous tension. Et ont besoin d'être accompagnés.

Témoignage : commune de Chirongui (Mayotte)

L'IA est conçue pour terminer le travail, pas pour le commencer

TheConversation.com, 23/02/2026

<https://theconversation.com/lia-est-concue-pour-terminer-le-travail-pas-pour-le-commencer-272908>

L'IA ne remplace pas la collaboration humaine. C'est un outil qui repose sur le bon timing. Utilisée trop tôt, elle court-circuite la réflexion. Utilisée au bon moment, elle fait gagner du temps. Alors où l'IA est-elle la plus utile dans un projet, de la phase de lancement à la phase de suivi ?

[Retour sommaire](#)

De l'enthousiasme au burnout, l'IA ne réduit pas la charge de travail, mais l'intensifie : le revers du mode IA

Next inpact, 12/02/2026

<https://next.ink/223961/de-lenthousiasme-au-burnout-lia-ne-reduit-pas-la-charge-de-travail-mais-lintensifie/>

Une étude de chercheuses de la Business School de Berkeley montre que le recours volontaire à l'IA augmente certes la productivité des employés, mais au prix d'un « nouveau rythme » de travail multitâche et d'un « cercle vicieux » générant workslop, burnout et turnover. Elle appelle les managers et employés à prendre la mesure du phénomène avant qu'il ne soit trop tard.

Management

« Cette boule au ventre permanente est épuisante » : comment éviter d'absorber le stress d'un manager qui perd son calme ?

Mag des compétences, 03/03/2026

https://www.comundi.fr/mag-des-competences/cette-boule-au-ventre-permanente-est-epuisante-comment-eviter-dabsorber-le-stress-dun-manager-qui-perd-son-calme/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=cette-boule-au-ventre-permanente-est-epuisante-comment-eviter-dabsorber-le-stress-dun-manager-qui-perd-son-calme

Un manager qui transfère son angoisse à son équipe, c'est un classique de la vie en entreprise. Voici quelques conseils pour se sortir de ce genre de situation.

Quand l'intelligence artificielle bouscule le management territorial / Centre de gestion de la FPT de la Grande Couronne Ile-de-France

20/02/2026

<https://www.cigversailles.fr/actualites/quand-lintelligence-artificielle-bouscule-le-management-territorial>

Moins médiatisée depuis quelques semaines, l'IA s'est pourtant infiltrée dans toutes les pratiques professionnelles. Dans les collectivités comme ailleurs, elle ne se limite plus à automatiser des tâches d'exécution : elle transforme aussi une partie du travail intellectuel traditionnellement associé à l'encadrement. Cette bascule interroge directement nos modèles managériaux, nos organisations de travail, la relation à l'expertise... et appelle une gouvernance partagée. Comment accompagner ce tournant sans fragiliser la cohésion des équipes ni la confiance dans la décision publique ?

Quand le dialogue collectif devient un outil de pilotage

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/03/2026, n° 2807, p. 28

<https://archives.lagazettedescommunes.com/45385831/vertou-loire-atlantique-420-agents-26-230-hab-quand-le-dialogue-collectif-devient-un-outil-de-pilotage>

Dans le cadre des « espaces de discussion sur le travail », les équipes de la commune de Vertou (Loire-Atlantique, 420 agents - 26 230 hab.) sont invitées à s'exprimer sur leur activité et à trouver des solutions pour en bonifier la qualité.

[☞ Retour sommaire](#)

SÉCURITÉ CIVILE

L'IA assiste les pompiers dans la détection des feux de forêt

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/03/2026, n° 2807, p. 49

<https://www.lagazettedescommunes.com/1028159/en-indre-et-loire-lia-assiste-les-pompiers-dans-la-detection-des-feux-de-foret/>

Certains départements ont adopté, dans un contexte de réchauffement climatique, des outils de détection des feux de forêt par des caméras fournissant des images analysées et triées par l'IA. Une technologie récente que teste actuellement la start-up FireTracking en Nouvelle-Calédonie et en Indre-et-Loire.

CSIRT : les "pompiers" du cyber restent méconnus des maires

Maires de France, 03/2026, n° 443, p. 10-11

Cinq ans après leur lancement, les centres de réponses aux incidents de sécurité informatique territoriaux (CSIRT) souffrent d'un déficit de notoriété. Le manque de relais locaux et la complexité du paysage cyber national n'aident pas.

«Le travail de fourmis» des communes pour protéger les plus vulnérables face aux événements climatiques extrêmes / PICARD Mathilde

vert.eco, 13/03/2026

<https://vert.eco/articles/le-travail-de-fourmis-des-communes-pour-protoger-les-plus-vulnerables-face-aux-evenements-climatiques-extremes>

Oh mairie, si tu savais ! Du Lot-et-Garonne à Mayotte, des mairies utilisent leurs prérogatives pour aider les habitant-es les plus exposé-es lors d'épisodes climatiques majeurs. Tour d'horizon des solutions qu'elles mettent en œuvre.

Soignants et sapeurs-pompiers se déchirent autour du contrat territorial du secours d'urgence

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 11/03/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1028294>

Alors que le secours à personne représente 80 % de l'activité des sapeurs-pompiers, l'annonce d'un contrat territorial du secours d'urgence suscite la crispation des professionnels du soin mais l'espoir des soldats du feu, qui voient là l'opportunité d'une action fluidifiée sur le terrain.

Secours d'urgence : le contrat de la discorde entre "rouges" et "blancs" / TENDIL Michel

Localtis.info, 10/03/2026

<https://www.banquedesterritoires.fr/secours-durgence-le-contrat-de-la-discorde-entre-rouges-et-blancs>

Le gouvernement entend charger le préfet de département de superviser l'élaboration d'un "contrat territorial du secours d'urgence". L'objectif : fluidifier la régulation des urgences et le transport des malades, qui rencontrent de nombreuses difficultés. Une mesure saluée par les pompiers souvent amenés à intervenir en "carence" des ambulanciers, mais qui suscite de vives inquiétudes chez les urgentistes.

[Retour sommaire](#)

Contrat territorial du secours d'urgence : pour une coordination renforcée au service de la population

Pompiers.fr, 02/03/2026

<https://www.pompiers.fr/contrat-territorial-du-secours-durgence-pour-une-coordination-renforcee-au-service-de-la-population/>

Depuis plusieurs semaines, le projet de Contrat territorial du secours d'urgence (CTSU) suscite interrogations et débats. Certains y voient une réforme majeure, d'autres une source d'inquiétude.

S'organiser dans le chaos : dossier spécial Crans-Montana

SecoursMag, 03/2026, n° 91, p. 16-26

Alors que le Valais basculait dans l'année 2026, un violent incendie frappe la station de Crans-Montana. Face au choc et à l'ampleur du drame, les secours cantonaux s'organisent et montent en puissance. Retour sur une nuit de crise où le dispositif de secours local a dû faire face à un drame d'envergure nationale.

Au sommaire :

- L'Europe et la France au chevet des victimes les plus graves
- "Ce n'est pas la réglementation qui est à revoir, ce sont les comportements qu'il faut changer"
- Le long chemin de la reconstruction

Situation à multiples victimes (SMV) : organiser, trier et coordonner

SecoursMag, 03/2026, n° 91, p. 54-55

La catastrophe de Crans-Montana nous rappelle qu'un événement entraînant de nombreuses victimes peut survenir n'importe où, n'importe quand. Dans ce type d'intervention, la catégorisation des victimes est essentielle. Disposer d'une méthode rodée et préétablie est alors indispensable.

Une appli au secours des interventions

SecoursMag, 03/2026, n° 91, p. 52-53

Deux sapeurs-pompiers du Cher ont créé une application d'aide à la décision pour guider le commandant des opérations de secours lors d'interventions. Un outil précieux dans un contexte de judiciarisation croissante des missions.

<https://aidcos.fr/>

"Pitié, ne nous achetez pas ça !" : les pompiers vent debout contre une nouvelle tenue d'intervention "absolument pas adaptée, voire dangereuse" / AUGIER Rodolphe

Franceinfo.fr, 08/03/2026

<https://france3-regions.franceinfo.fr/bourgogne-franche-comte/saone-et-loire/macon/pitie-ne-nous-achetez-pas-ca-les-pompiers-vent-debout-contre-une-nouvelle-tenue-d-intervention-absolument-pas-adaptee-voire-dangereuse-3311202.html>

Une nouvelle tenue d'intervention pour les pompiers, commandée par la Direction Générale de la Sécurité Civile, commence à faire polémique. Trop lourde et même qualifiée de "dangereuse" par ceux qui l'ont testée, elle sera néanmoins testée prochainement en situation réelle en Bourgogne Franche-Comté.

[Retour sommaire](#)

Les pompiers face au cancer professionnel apprennent à se protéger des particules toxiques après les incendies [Vidéo]

20minutes.fr, 12/03/2026

<https://www.20minutes.fr/tv/on-vous-en-dit-plus/4205316-20260312-pompiers-face-cancer-professionnel-apprennent-protoger-particules-toxiques-apres-incendies>

Fabien, pompier depuis l'adolescence, a découvert en 2019 qu'il était atteint d'un cancer des testicules à 39 ans. « Lors d'une discussion avec mon oncologue, elle me disait que pour elle, à mon âge, je n'aurais pas dû avoir ce genre de cancer », témoigne-t-il dans un reportage d'Antoine Boitel. Le médecin lui a expliqué que cette pathologie était « certainement liée à son emploi et à tout ce qui est fumé ». Fabien a commencé sa carrière en 1997, à une époque où les équipements de protection étaient rudimentaires.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Dérives sectaires : la Mayenne renforce sa vigilance

Maires de France, 03/2026, n° 443, p. 22

La préfecture a installé une cellule départementale de prévention associant de nombreux partenaires.

Sécurité - Police-population, le défi de la réconciliation [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 02/03/2026, n° 2805, p. 26-31

Affaire Nahel, « gilets jaunes », interpellations de manifestants durant la réforme des retraites . . . Les relations entre les Français et Leur police se sont considérablement dégradées au cours des dernières années.

Afin de retisser des liens de confiance avec Les services de l'ordre, bon nombre d'élus locaux, rejoints par des hauts gradés de la police nationale, prônent le retour d'une police de proximité.

Cette notion de proximité, que les policiers municipaux connaissent bien, passe inéluctablement par un contact accru avec les habitants et un partenariat avec les acteurs de la tranquillité

Au sommaire :

- Quand le commissariat devient « the place to be »
- Terrain, contact, patrouilles . . . la police municipale tente de rassurer les citoyens
- Marie Lajus « Il est temps de repenser la police comme un service public »

Paris, Marseille, Nice : notre classement des 100 premières polices municipales

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 16/03/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1028911/paris-marseille-nice-notre-classement-des-100-premieres-polices-municipales-2/>

Comme chaque année, La Gazette des Communes établit le classement des 100 premières polices municipales du pays, sur la base des derniers chiffres du ministère de l'Intérieur.

<https://www.data.gouv.fr/datasets/police-municipale-effectifs-par-commune>

[Retour sommaire](#)

62 % des policiers municipaux sont équipés d'une arme à feu

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 12/03/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1028051>

Selon un recensement du ministère de l'Intérieur, l'armement continue de croître parmi les policiers municipaux : près de 18 000 agents étaient dotés d'une arme à feu en 2024. La tendance est également à la hausse pour les Flash-Ball et les pistolets à impulsion électrique. Découvrez notre carte de France de l'armement des polices municipales

<https://www.lagazettedescommunes.com/1027995>

Sécurité : « La question du transfert de charges de l'État aux collectivités est un enjeu majeur »

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 11/03/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1027962>

L'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL) a publié, fin 2025, une étude « Cap sur les enjeux financiers des polices municipales... Nouveaux éclairages ». Thomas Rougier, secrétaire général, et Clémence Legrand, chargée d'études, pointent le coût pour les collectivités des politiques de sécurité.

https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/files/Etudes-et-statistiques/OFGL/Cap%20sur/OFGL_Cap_sur_29_Nouveaux_Eclairages_Polices_municipales_13_10_2025.pdf

Pour conquérir les mairies, la gauche joue la sécurité

Libération, 11/03/2026, n° 13885, p. 2-4

https://www.liberation.fr/idees-et-debats/editorial/municipales-et-securite-les-maires-de-gauche-en-ont-sous-le-kepi-20260310_D4JXOPBFXNBLL4TT33YFONNU/

Vidéosurveillance, police municipale armée . . . Au niveau local, la tendance de fond est à une convergence progressive entre la gauche et la droite sur les enjeux sécuritaires. Une évolution liée à la fois à la hausse du narcotrafic et à un désengagement de l'État sur le régalién.

De son côté Nantes, avec ses 407 caméras est devenue l'une des villes les plus filmées de France, tandis que sa police municipale a doublé ses effectifs sous le dernier mandat de Johanna Rolland.

Enfin à Bagnolet, la ville touchée par le narcotrafic, où ne se trouve plus de commissariat, la création d'une police municipale est un enjeu de campagne plus complexe qu'il n'y paraît.

La France compte plus de 28 800 policiers municipaux répartis dans 4 600 collectivités

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 10/03/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1027995/la-france-compte-plus-de-28-800-policiers-municipaux-repartis-dans-4-600-collectivites/>

Selon les derniers chiffres du ministère de l'Intérieur, globalement stables, la France comptait 28 846 policiers municipaux au 31 décembre 2023. Les deux plus grosses "PM" de France demeurent celles de Paris et Marseille, deux villes de gauche, mais Nice reste la métropole la plus couverte avec le meilleur ratio habitants/agents.

<https://www.data.gouv.fr/datasets/police-municipale-effectifs-par-commune>

[Retour sommaire](#)

La sécurité, enjeu des municipales, mais à quel prix ?

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 10/03/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1027603/la-securite-enjeu-des-municipales-mais-a-quel-prix/>

La sécurité, bien que compétence d'abord régaliennne, s'est invitée dans la campagne pour les élections municipales des 15 et 22 mars. Les candidats d'une large partie du spectre politique rivalisent de propositions, sans toujours les chiffrer.

Police municipale : le projet de loi examiné « début mai » à l'Assemblée nationale, les rapporteurs désignés

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 09/03/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1026780/police-municipale-le-projet-de-loi-examine-debut-mai-a-lassemblee-nationale-les-rapporteurs-designes/>

Après son adoption en février au Sénat, le projet de loi renforçant les compétences des polices municipales devrait être examiné à l'Assemblée nationale au début du mois de mai. La Gazette des Communes fait le point sur les dernières actualités concernant ce texte très attendu.

"Les agents se vendent au plus offrant" : comment les maires s'arrachent ces chers policiers municipaux

07/03/2026

https://www.lejdc.fr/paris-75000/faits-divers/les-agents-se-vendent-au-plus-offrant-comment-les-maires-s-arrachent-ces-chers-policiers-municipaux_14884174/

Longtemps privilégiée par la droite, la police municipale n'est plus taboue et les communes se battent pour s'emparer d'agents qui ne demandent qu'à être séduits. Avec une arme létale, par exemple. Alors que la sécurité caracole en tête des préoccupations, les candidats redoublent de promesses. Quitte à verser dans la surenchère.

SOCIAL / SANTÉ

La solidarité, l'oubliée des scrutins ? [Dossier]

Libération, 09/03/2026, n° 13883, supp p.I-VIII

Grand âge, numérique, handicap . . . Comment faire de la solidarité une priorité des débats électoraux ? Enquêtes et reportages à l'occasion de La Mêlée Nexem, le rendez-vous des solidarités, les 10 et 11 mars à Tours.

Au sommaire :

- Démocratie, priorité à la solidarité
- "Pourquoi pas une IA centrée sur le bien-être humain ?"
- A Grabels, l'inclusion des élèves autistes fait école
- A Arcachon, un EHPAD solidaire qui bouge
- En Haute-Savoie, l'IA au service du soin
- "Protéger les individus au long de la vie, pas seulement quand ils sont actifs"
- Pour une société de la fraternité
- Dans le Nord, un audit social pour l'accueil des enfants placés

[☞ Retour sommaire](#)

Les programmes électoraux, des laboratoires de l'action sociale

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/03/2026, n° 2806, p. 12-13
<https://www.lagazettedescommunes.com/1026606/les-programmes-electoraux-des-laboratoires-de-laction-sociale-rompre-lisolement-des-anciens/>

Sur le chapitre des solidarités, les candidats au scrutin local des 15 et 22 mars affichent dans leurs programmes une attention toute particulière aux précarités, aux familles monoparentales et aux seniors isolés. Avec des idées originales, dont pourraient s'inspirer ceux qui n'en ont pas.

Élections municipales 2026 : Renouvellement des instances CCAS [Replay]

06/03/2026

<https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pnzs9jwts95/>

Replay du webinar organisé par le service de spécialité Inclusion sociale de l'INSET d'Angers

Secteur médico-social

Au milieu du gué : Enjeux et avenir de la documentation dans le secteur du travail social [Dossier]

Sociographe (Le), 03/2026, n° 93, p. 9-131

<https://shs.cairn.info/revue-sociographe-2026-1?lang=fr>

Au sommaire :

I- Rester debout du bon côté : la documentation sociale en quête de sens

- Cette page n'existe pas ! Fiction dystopique sur le devenir des documentalistes en travail social par Olivier Cormont, p. 15

- Mais pourquoi un Centre de ressources documentaires dans les organismes de formation en travail social ? par Catherine Godin et Hélène Confrère, p. 21

- Le centre de ressources documentaires, un espace d'émancipation ? par Mohamed Magasa, p. 27

II- Innover pour résister : pratiques et usages documentaires à l'épreuve du travail social de demain

- Développer les compétences informationnelles des apprenants par Céline Hoarau, p. 33

- Former à l'esprit critique à l'ère de l'IA : un défi partagé entre formations sanitaires et sociales par Emile Hecquet et Corinne Lafare, p. 45

- L'utilisation de la documentation par les formateurs et les apprenants à l'IRTS de Champagne-Ardenne et ses enjeux par Alexandre Paré, p. 59

III- Dialogues des cultures, dialogue des savoirs, dialogue des acteurs . . . vers un projet de société inclusive

- Faire événement pour former. Le rôle pédagogique des centres de documentation par Patricia Macias Mendez, Patricia Santerre et Sarah Ferrand, p. 75

- Quand lire devient écouter : les livres audio pour surmonter la dyslexie par Marjolaine Billaud, p. 87

- Les bibliothèques des Hautes écoles spécialisées en travail social par Anne-Laure Divoux et Thaïs Marti, p. 101

IV- La carte et la boussole : structurer le savoir, veiller et retrouver la mémoire

- Maîtrise du langage dans la formation au travail social par Laurence Serbouti, p. 115

- Doc'PREFAS. Fabrique et usages de la veille collaborative pour valoriser la recherche en travail social, par Audrey Réant, Florence Sajot, Hélène Mahieus, Isabelle Lenglet et Olivier Cormont, p. 121

Les archives reléguées. Une mémoire enfouie et une ressource documentaire sous-exploitée par Mehenni Akbal, p. 131

[Retour sommaire](#)

Management intergénérationnel en Ehpad : transformer la diversité en atout

Géroskopie pour les décideurs en Gérontologie, 01/2026, n° 172, p. 20

<https://www.lagazettedescommunes.com/1026597/elections-municipales-2026-les-etats-dame-des-dgs-a-la-veille-du-scrutin/>

Dans les établissements médico-sociaux, jusqu'à quatre générations peuvent cohabiter au sein d'une même équipe. Loin d'être un frein, cette diversité représente un levier de performance majeur, à condition d'adopter les bonnes pratiques managériales.

Directeurs d'EHPAD : Quels communicants êtes-vous ?

Géroskopie pour les décideurs en Gérontologie, 01/2026, n° 172, p. 18

Action, méthode, relationnel ou visionnaire ? Connaître son style de communication ne relève pas du simple exercice de développement personnel. Pour un directeur d'EHPAD, c'est une compétence stratégique qui peut transformer le quotidien de l'établissement.

Alternance - Réaffirmer l'exception

Direction(s), 03/2026, n° 172, p. 24-31

Ces dernières années, la culture de l'alternance a conquis le secteur sanitaire, social et médico-social, qui en a fait un levier de recrutement devenu indispensable. Un écosystème désormais fragilisé par les réductions de budget décidées par l'État, auxquelles les établissements et services doivent faire face.

Protection de l'enfance

Investir dans la Protection de l'enfance n'est pas un ajustement de nos politiques publiques.

Monde (Le), 06/03/2026

https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/03/06/investir-dans-la-protection-de-l-enfance-n-est-pas-un-ajustement-de-nos-politiques-publiques-mais-un-imperatif-vital_6669815_3232.html

Dans une tribune au « Monde », un collectif transpartisan de parlementaires déplore que le gouvernement ait renoncé au projet de loi relatif à la protection de l'enfance et appelle à créer un ministère de plein exercice en la matière.

Protection de l'enfance : le pari du maintien en famille

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/03/2026, n° 2807, p. 32-37

<https://www.lagazettedescommunes.com/1027762/>

Face à la hausse du nombre des placements et à la saturation de l'aide sociale à l'enfance, certains départements s'efforcent de développer l'accompagnement éducatif à domicile pour maintenir l'enfant dans son environnement familial, quand cela est possible. Si le « milieu ouvert » classique est moins coûteux, sa capacité à protéger durablement les mineurs ne fait pas l'unanimité. La palette des réponses à domicile peut néanmoins être enrichie, notamment par des accompagnements renforcés.

Au sommaire :

- La Gironde et le Var misent sur le milieu ouvert

- "Entre domicile et accueil, la frontière s'est assouplie", entretien avec Anne Devresse, présidente du Conseil national de la protection de l'enfance

<https://www.lagazettedescommunes.com/1027756/protection-de-lenfance-la-gironde-et-le-var-misent-sur-le-milieu-ouvert/>

<https://www.lagazettedescommunes.com/1027750/protection-de-lenfance-anne-devresse-entre-domicile-et-accueil-la-frontiere-sest-assouplie/>

[☞ Retour sommaire](#)

Handicap

Plateformes de services coordonnés

L'offre se recompose

Direction(s), 03/2026, n° 250, p. 4-6

C'est un chantier au long cours qui est engagé dans le secteur du handicap : transformer l'offre en plateformes de services coordonnés. Une mutation qui entraîne un bouleversement des pratiques professionnelles pour les équipes, comme pour les managers. Paroles de précurseurs qui ont essayé les plâtres et qui ne le regrettent pas.

Grand âge

Ehpad : se préparer et répondre aux contrôles

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/03/2026, n° 2807, p. 60-61

<https://www.lagazettedescommunes.com/1027763>

La préparation aux contrôles paraît aujourd'hui un élément structurant du pilotage d'un établissement. Ce dernier doit être en mesure de démontrer, à tout moment, qu'il satisfait aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement qui s'imposent à lui. Explications.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053202446>

Plan antichute : les dynamiques territoriales sont lancées

Géroscope pour les décideurs en Gérontologie, 01/2026, n° 172, p. 27

Si le plan national semble ensablé, ses axes de prévention continuent de servir de boussole aux régions.

Pauvreté/Précarité

Crise climatique : le Secours catholique appelle à la justice sociale

Ash.tm.fr, 19/02/2026

<https://www.ash.tm.fr/societe/crise-climatique-le-secours-catholique-appelle-a-la-justice-sociale-972142.php>

Dans un rapport rendu public le 17 février, l'association documente les effets du dérèglement climatique sur les plus vulnérables. Avant les élections municipales et présidentielles, elle formule ses recommandations à l'adresse des pouvoirs publics.

https://www.secours-catholique.org/sites/default/files/03-Documents/FR_Climat-et-Pauvrete_web.pdf

Insertion

Réforme du RSA - Sur l'emploi, des effets encore bien cachés

Libération, 18/03/2026, p. 14-15

https://www.liberation.fr/economie/social/reforme-du-rsa-un-an-apres-sa-generalisation-des-effets-sur-lemploi-encore-bien-cachees-20260318_5MRLZDAFRRFQZBVSEA3BFGX74Y/

Généralisée en janvier 2025, cette loi qui conditionne le revenu de solidarité active ne démontre toujours pas ses bénéfices sur le retour à l'emploi des allocataires. Alors que certains départements décident de ne pas appliquer de sanctions, d'autres durcissent leur politique.

[Retour sommaire](#)

Santé

Déserts médicaux : les agences d'attractivité à la rescousse

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/03/2026, n° 2807, p. 38-40
<https://archives.lagazettedescommunes.com/45385883/deserts-medicaux-les-agences-d-attractivite-a-la-rescousse>

Pourquoi ?

Des agences d'attractivité investissent le domaine de la santé pour favoriser l'installation de professionnels de santé sur leur territoire

Comment ?

Le marketing territorial des agences vise à mettre en valeur, à faire découvrir la qualité de vie sur leur territoire et à accompagner les candidats à l'installation

Santé, environnement, inégalités - Qui paie le prix des pollutions ? [Dossier]

Socialter, 02/2026, n° 74, p. 16-51

https://www.socialter.fr/produit/numero-74?utm_source=Socialter+MASTER&utm_campaign=0330615d9b-ANNONCE_N74_NONABOS&utm_medium=email&utm_term=0_-391cbe5fde-72095895

Acétamipride, PFAS, chlordécone, hexane... Ces substances toxiques aux noms barbares s'immiscent dans les corps, l'air, l'eau et les sols, enfouies au propre comme au figuré par les pollueurs et les responsables politiques. Les scientifiques dénoncent pourtant de longue date leurs effets funestes et leur déploiement profondément inégal sur les territoires : les populations ouvrières, agricoles, précaires et racisées sont les plus concernées, souvent mal informées, plus vulnérables.

Dans ce numéro, Socialter met en lumière les malades, soignants, syndicats de paysans et collectifs citoyens qui organisent de nouvelles formes d'alliances et de mobilisations, au croisement des luttes sociales et environnementales, dans l'espoir de réparer les corps et les territoires abîmés, et de faire payer les industries toxiques.

La transformation digitale en santé : un enjeu managérial avant d'être technologique

Géroscope pour les décideurs en Gérontologie, 01/2026, n° 172, p. 22-23

<https://www.lagazettedescommunes.com/1026597/elections-municipales-2026-les-etats-dame-des-dgs-a-la-veille-du-scrutin/>

Face à la pénurie durable de professionnels et aux exigences réglementaires croissantes, la digitalisation des établissements de santé et médico-sociaux s'impose comme une réalité incontournable. Loin d'être une simple révolution technologique, elle requiert avant tout une transformation des compétences et des pratiques managériales. Analyse d'un défi stratégique où les ressources humaines jouent un rôle central.

Le bilan en demi-teinte des médecins juniors

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 16/03/2026, n° 2807, p. 16

<https://www.lagazettedescommunes.com/1027747/deserts-medicaux-pourquoi-les-3-700-docteurs-juniors-risquent-de-manquer-leur-cible/>

L'arrivée des internes de quatrième année dans les cabinets des généralistes pourrait ne compléter qu'à la marge l'offre de soins.

[Retour sommaire](#)

10 mesures d'urgence pour le repérage et l'intervention précoce en santé mentale /
02/2026, 53 p.

<https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/2026-02-25-rapport-mission-intervention-precoce.pdf>

Dans ce rapport une mission d'experts propose dix mesures d'urgence pour organiser le repérage et l'intervention précoce. L'objectif : réduire les délais d'accès aux soins encore très longs et structurer un véritable parcours coordonné sur les territoires. Les collectivités territoriales pourraient voir leur rôle renforcé dans la structuration d'un maillage local

SPORT/LOISIRS/TOURISME

Sport

Le service public de la piscine prend l'eau [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/03/2026, n° 2806, p. 34-39

<https://www.lagazettedescommunes.com/1027185/entre-vetuste-mangue-de-bassins-et-couts-eleves-le-service-public-de-la-piscine-prend-leau/>

Des équipements vieillissants, souvent épinglés pour leurs coûts de fonctionnement élevés, un parc carencé et hétérogène, une crise de vocation des maîtres-nageurs-sauveteurs : la piscine publique concentre actuellement de nombreuses difficultés. Le bloc communal propriétaire de la majorité des piscines apparaît dans l'incapacité de répondre seul aux enjeux de construction et de rénovation. Au point, à terme, de mettre en péril le service public d'apprentissage de la natation aux scolaires. Vitrine territoriale, la piscine se retrouve régulièrement au sein des programmes des candidats aux élections municipales. Avec des acteurs qui ne désespèrent pas d'un plan national d'équipements centrés sur les besoins scolaires et associatifs. Entretien avec Vincent Gardeau, président d'un club de natation : "Nous ne pouvons plus compter uniquement sur les collectivités"

<https://www.lagazettedescommunes.com/1027182/service-public-de-la-piscine-le-metier-de-maitre-nageur-peine-a-seduire/>

<https://www.lagazettedescommunes.com/1027196/service-public-de-la-piscine-nous-ne-pouvons-plus-compter-uniquement-sur-les-collectivites/>

Naissance d'une direction olympique en vue d'Alpes 2030

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 09/03/2026, n° 2806, p. 30

<https://www.lagazettedescommunes.com/1026940/recrutement-la-region-paca-cree-une-direction-olympique-en-vue-dalpes-2030/>

La région PACA a créé une direction déléguée aux Jeux olympiques de 2030. Les recrutements ont été basés sur la motivation.

Sport, sexisme et saine colère

Sciences humaines, 03/2026, n° 386, p. 26-27

<https://www.scienceshumaines.com/beatrice-barbusse-denoncer-le-sexisme-dans-le-sport>

Maîtresse de conférence en sociologie, et vice-présidente de la Fédération française de handball, Béatrice Barbusse se bat contre le sexisme dans le sport.

[Retour sommaire](#)

Tourisme

Et si les touristes réglait la note culturelle ?

Lettre du musicien (La), 03/2026, n° 597, p. 18

À l'occasion des élections municipales, le syndicat Les Forces musicales propose une étonnante nouvelle taxe pour financer la culture.

Tourisme culturel : une nouvelle convention pour renforcer l'attractivité des territoires et l'accès à la culture pour tous

Culture.gouv.fr, 23/02/2026

<https://www.culture.gouv.fr/thematiques/culture-et-territoires/tourisme-culturel-une-nouvelle-convention-pour-renforcer-l-attractivite-des-territoires-et-l-acces-a-la-culture-pour-tous>

Le tourisme et la culture sont intimement liés, en France particulièrement. Cultiver cette alliance représente un enjeu stratégique pour notre pays, comme pour chacun de ces deux secteurs.

Le ministère de la Culture et le ministère des Petites et moyennes entreprises, du Commerce, de l'Artisanat, du Tourisme et du Pouvoir d'achat joignent leur action en établissant une nouvelle feuille de route partagée 2025 – 2028 qui consolide plus de 20 ans de collaboration pour promouvoir et structurer la filière du tourisme culturel en France.

URBANISME / TRANSPORTS / LOGEMENT

L'eau et la biodiversité dans les Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLU(i)). Guide à destination des collectivités / Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Région Bretagne
2026, 144 p.

<https://www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr/les-enjeux-eau-et-biodiversite-dans-les-plu-i-a6316.html>

À travers des recommandations pratiques, des exemples de rédaction et les dernières références réglementaires, le guide vise à accompagner les territoires dans la construction de projets d'aménagement plus résilients, sobres en eau et respectueux des continuités écologiques.

L'UTP publie un guide pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles dans les transports

Maire-info.com, 16/03/2026

<https://www.maire-info.com/violences-faites-aux-femmes/utp-publie-un-guide-pour-lutter-contre-les-violences-sexistes-sexuelles-dans-les-transport-article-30587>

L'Union des transports publics (UTP) publie un nouveau guide consacré à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans les transports. Une publication dont les autorités organisatrices de la mobilité (AOM) pourront s'inspirer pour mettre en place des initiatives innovantes.

<https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/publications/Guide%20-%20Descente%20busv2.pdf>

[Retour sommaire](#)

Municipales 2026 : la voiture fait de la résistance

Lagazettedescommunes.com, 05/03/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1026876/municipales-2026-la-voiture-fait-de-la-resistance/?abo=1>

Construction d'un tunnel pour éliminer les embouteillages, opposition à une ligne de tram, création de nouvelles places de stationnement... : dans les grandes villes, des têtes de liste de droite cherchent à s'attirer les bonnes grâces des automobilistes.

Après les voitures, le renouveau des parkings urbains

Technicite.fr, 02/03/2026

<https://www.lagazettedescommunes.com/1023307/apres-les-voitures-le-renouveau-des-parkings-urbains/?abo=1>

Quel avenir pour les parkings en ville, à l'heure où les mobilités changent ? Dans les grandes métropoles, les politiques de transport alternatif portent leurs fruits. Résultat : les parkings se vident. Une multitude d'opportunités se présentent pour reconvertir ces espaces souterrains.

Le droit au logement pour tous [Dossier] - Cahier juridique et social

Actualités sociales hebdomadaires, 03/2026, 62 p

Au sommaire :

- Rappel de l'arsenal législatif
- L'accès à l'habitat à loyer modéré (HLM)
- Les mesures en cas de litiges locatifs
- Le droit au logement opposable (DALO)
- L'hébergement d'urgence

[Retour sommaire](#)

Pour toute reproduction intégrale ou partielle du bulletin documentaire, veuillez mentionner la source - INSET Angers - dans le respect du Code de la Propriété intellectuelle

Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Alexa Rouez**
Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**
Conception et réalisation : **Mathilde Descamps, Bérangère Guillet**
Tél. : 02 41 22 41 46

© 2026 CNFPT/ INSET D'ANGERS